



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt quatre, le seize décembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 10 décembre 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 24**

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Andrée BAR, Aliko PERENDOUKOU, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 8**

Édith LEROUX donne pouvoir à Agnès SIBILLE  
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST  
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX  
Philippe QUERNE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS  
Virginie VANDAELE donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN  
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE  
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS  
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Damien GUILLARD

### **Secrétaire de séance**

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL du 16 décembre 2024

**M\_DL241216\_200**

## EDUCATION ENFANCE JEUNESSE - AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CHARTE POUR UN ACCUEIL DE LOISIRS INCLUSIF EN SEINE MARITIME

**Madame Fabienne MALANDAIN, 1ère Adjointe au Maire** - Dans le cadre de ses missions de développement territorial des politiques éducatives et de soutien aux pratiques inclusives, le Service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports de la Seine-Maritime (SDJES 76) a réuni les membres du Groupe d'appui départemental aux Projets éducatifs de territoire autour des enjeux liés à l'inclusion des mineurs en situation de handicap dans les accueils collectifs de mineurs.

Cette initiative a conduit à la réunion de partenaires institutionnels, des collectivités signataires d'une convention de projet éducatif territorial (PEDT) , des associations d'Éducation Populaire et des associations sportives. Une première réunion a permis de procéder à un état des lieux de l'existant en Seine-Maritime et a mis en lumière le besoin d'élaborer une charte d'accueil inclusif.

La commune de Montivilliers souhaite s'engager dans une démarche d'inclusion et d'accessibilité pour tous les enfants, en particulier ceux en situation de handicap. Dans ce cadre, il est proposé d'adhérer à la charte pour un accueil de loisirs inclusif en Seine-Maritime.

Cette charte s'appuie sur des textes fondamentaux tels que la convention relative aux droits des personnes handicapées, la convention relative aux droits de l'enfant, la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, les articles L114 du code de l'action sociale et des familles, et le guide de la Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative.

La charte vise l'égal accès aux loisirs de tous les mineurs et le vivre ensemble. Elle a pour ambition d'informer les familles sur les conditions d'accueil des enfants porteurs de handicap au sein des centres de loisirs périscolaires et extrascolaires et lors de séjours de vacances. Elle se veut être un document de référence et de formalisation de l'engagement des organisateurs de l'accueil collectif de mineurs, signataires de la charte.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

### LE CONSEIL MUNICIPAL,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2121-29 ;

**VU** la Loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, et notamment son article 30 ;

**VU** la charte pour un accueil de loisirs inclusif en Seine-Maritime.

### CONSIDÉRANT

- la nécessité de favoriser l'inclusion et l'accessibilité pour tous les enfants, en particulier ceux en situation de handicap ;

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

- la charte pour un accueil de loisirs inclusif en Seine-Maritime comme répondant à cette nécessité ;
- l'adhésion à cette charte permettant la garantie de l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, conformément à la loi du 11 février 2005.

**Sa commission municipale n°1 Vie éducative réunie le 3 décembre consultée ;**

VU le rapport de Madame **Fabienne MALANDAIN**, Adjointe au Maire en charge de l'Enfance et de la Vie éducative, de la Jeunesse, de l'Environnement et des Transitions écologiques ;

**Après en avoir délibéré,**

**DÉCIDE**

- **D'approuver** le principe d'adhésion à la charte pour un accueil de loisirs inclusif en Seine-Maritime ;
- **D'autoriser** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la charte, ainsi que tous les éléments afférents à ce dossier.

**Sans incidence budgétaire**

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 32

Contre : 0

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***

